

Vers un espace public fédéral ?

Les élections législatives du 10 juin auraient-elles réellement acquis un tour quasiment existentiel pour la Belgique? Comme lors d'exercices précédents, la presse et les hommes politiques font assaut de qualificatifs pour laisser entendre que leur enjeu est tout simplement la survie du pays, du moins dans sa forme institutionnelle actuelle. Par le passé, d'autres élections ont, elles aussi, été présentées sous un jour semblable, et les citoyens avaient pu constater à posteriori que le pays avait continué d'exister au travers de compromis complexes. Toujours est-il que la tension actuelle, bien réelle, se traduit par des mouvements d'opinion contradictoires. Si le canular organisé par la chaîne publique francophone le 13 décembre dernier et les réactions crédules des téléspectateurs ont dramatisé la perspective d'une rupture, des initiatives telles que celles du groupe Pavia¹, de groupes de réflexion bruxellois² et wallon³ dénotent à des degrés divers l'émergence d'une volonté et d'un état d'esprit post-confliktuels.

Goupil

Né dans les années nonante en plein conflit enseignant, Goupil est un collectif de réflexion sur les rapports que les francophones de Wallonie et de Bruxelles, cette minorité qui s'ignore, entretiennent avec leurs institutions, la Flandre, le fédéralisme et leur avenir.

Qu'une majorité de téléspectateurs francophones ait pu tenir pour vrai que le Parlement flamand proclame l'indépendance de la Flandre n'a pas été la chose qui a le moins étonné les médias et les politiques flamands. L'ampleur de l'ignorance francophone (de ses médias comme de l'opinion publique) au sujet de la Flandre a ainsi éclaté au grand jour, laissant apparaître du même coup le caractère pour le moins incomplet de leur attache-

ment à une Belgique dont ils ne connaissent en gros que les parties wallonne et bruxelloise. Certains ont pu défendre le coup de la RTBF en disant qu'elle avait au moins le mérite de confronter la Flandre au risque ultime que faisaient courir ses revendications institutionnelles et l'inciter à faire preuve de davantage de retenue. Si la réaction de l'opinion publique francophone a pu influencer à la marge la tactique de présentation des revendications,

¹ <http://www.paviagroup.be/>

² <http://www.aulamagna.eu/>, <http://www.bruxsel.org>
<http://www.manifesto.be>

³ http://www.institut-destree.eu/Documents/Publications/2007-02-24_J-Brassinne_Ph-Destatte_Quatrieme-Voie_FR.pdf

cations politiques flamandes, on ne verra évidemment pas la Commission des réformes institutionnelles du Parlement flamand se réunir d'urgence pour annuler les résolutions que ce même Parlement avait adoptées à la quasi-unanimité en 1999 pour demander le transfert à la Flandre de toute une série de compétences exercées par l'État fédéral (voir plus loin l'article de Benoît Lechat).

Le différend d'interprétation qui divise les Communautés et leurs espaces publics reste intact. Dans son immense majorité, la classe politique flamande continue de soutenir que lesdites revendications institutionnelles sont parfaitement compatibles avec le maintien de la Belgique, tandis que du côté francophone, on fait chorus pour dire qu'elles vont trop loin et pourraient en signifier la fin.

Il est donc urgent de dépasser ce stérile face-à-face dont on sait très bien qu'il débouchera quand même sur une négociation institutionnelle — plus ou moins longue — au lendemain des élections du 10 juin. C'est particulièrement vrai pour la Belgique francophone qui, rivée à un refus presque unanime, ne peut vivre l'évolution institutionnelle que sur le mode défensif, voire victimaire.

UNE DÉMOCRATIE FÉDÉRALE

Au moins, on aura assisté au cours de ces derniers mois à un regain d'intérêt pour ce qui se passe dans l'autre Communauté. Peut-on, pour autant, dire qu'un véritable dialogue soit ouvert entre Flamands, Wallons et Bruxellois? Ce ne sont pas quelques initiatives médiatiques ponc-

tuelles qui permettent de répondre positivement à la question (voir l'article sur les politiques de quelques grands journaux dans ce numéro).

C'est que les conditions institutionnelles, mais également sociales et culturelles, manquent pour qu'un tel dialogue acquière un caractère réellement démocratique. Sur le plan institutionnel, jusqu'à présent, le Sénat n'a pas encore acquis le rôle de chambre de réflexion et de dialogue entre les Communautés. Quant à la participation au gouvernement fédéral, elle est de plus entachée par le soupçon d'être mise au quasi seul service des intérêts des Régions dont sont issus les ministres, en ce compris le Premier ministre. Et pour cause, tous ces personnages politiques n'ont de compte à rendre que devant les citoyens de leur Région ou de leur circonscription d'origine, alors qu'ils sont censés servir les intérêts de l'ensemble de la population belge.

C'est à ce niveau qu'intervient la proposition du groupe Pavia. Contrairement à ce qu'affirment quelques politiques, le dispositif avancé n'est pas mû par la nostalgie de la Belgique de papa. Il est vrai que certaines justifications de propositions antérieures allant dans le même sens pouvaient légitimement nourrir ce type de soupçon: une sorte de négation de toute l'histoire politique de la Belgique qui a mené au fédéralisme centrifuge que nous connaissons. Ce n'est pas le cas de Pavia. En fait, l'objectif de Pavia n'est pas patriotique mais démocratique. Il ne s'agit pas de sauver la Belgique, mais plus simplement de renforcer la légitimité

et l'efficacité des gouvernements belges, en permettant qu'au moins une partie des représentants fédéraux soit élue dans une circonscription unique. La réflexion de ce groupe renverse la perspective: au lieu de rouler pour l'une ou l'autre des entités en concurrence en Belgique, l'idée est avant tout de renforcer notre système démocratique.

UNE ANTICIPATION POST-CONFLICTUELLE

En proposant les outils adéquats pour le gérer démocratiquement, Pavia assume le conflit national belge, reconnaît sa légitimité et ouvre des perspectives post-confliktuelles, c'est-à-dire l'instauration de modalités de règlement des difficultés inhérentes à tout pays pluriculturel qui ne le conduisent pas systématiquement à des dramatisations existentielles. Mais pour utile qu'elle soit, cette proposition se heurte à des obstacles qui sont précisément constitués par ce qu'elle veut dépasser. Comme plusieurs commentateurs l'ont noté, à l'instar de Vincent de Coorebyter (le directeur du *Crisp*) dans *Le Soir* du 16 janvier 2007, « si le diagnostic que sous-tend l'idée est exact, à savoir que le fossé est devenu béant entre Flamands et francophones, le remède pourrait être hors de portée, car il faut vouloir recréer des liens entre les deux Communautés pour adopter cette réforme — or c'est précisément le faible attachement à ces liens qui motive cette mesure ». « En d'autres termes, poursuit de Coorebyter, ce qui rend cette réforme attirante, voire indispensable, pour ses partisans, est aussi ce qui la rend fragile

et peut-être inaccessible: l'avenir dira s'il n'est pas déjà trop tard. » Le groupe Pavia anticipe en fait la disposition d'esprit conflictuelle qu'il entend alimenter et organiser institutionnellement.

Le pari n'est pas absurde, mais il est d'autant plus risqué qu'il joue sur la corde sensible des partis: leur représentation Parlementaire. Tout parti craignant d'y perdre des sièges se refusera à apporter ses voix à l'adoption de telles nouvelles règles du jeu. Or la logique de confrontation entre Communautés, instrumentalisée par les formations politiques, a mené à la construction réciproque d'images très négatives des partis de l'autre Communauté, et particulièrement des partis dominants. Le CD&V allié à la NVA et le PS pourraient reculer face au rejet qu'ils peuvent craindre de la part de l'autre Communauté.

EFFICACITÉ ET/OU LÉGITIMITÉ?

Cette difficulté, inhérente à la lutte électorale, deviendrait quasiment insurmontable si la proposition ne retenait que la possibilité de listes unilingues. Pavia a au contraire permis que les listes qui se présenteraient dans une hypothétique circonscription fédérale soient unilingues ou bilingues. Et c'est bien ce que lui reproche fondamentalement Vincent de Coorebyter: « Il serait trop facile, pour les partis unis sur une liste bilingue, de déléguer leurs candidats flamands pour séduire l'électorat flamand pendant que leurs candidats francophones feraient campagne auprès des francophones », estime-t-il. Et de plaider pour que « la proposition aille au bout

de sa logique, et qu'elle interdise le dépôt de listes bilingues ».

Cela semble constituer un détail technique, mais il est bien plus fondamental qu'il n'y paraît. C'est toute la philosophie de la proposition qui est ainsi interrogée. L'idée est-elle d'obliger les politiques à aller faire campagne dans l'autre Communauté (via des listes unilingues) ou de rapprocher les familles politiques qui se sont scindées linguistiquement depuis la fin des années soixante (via des listes bilingues)? La consolidation démocratique de notre fédéralisme passe-t-elle par le bas ou par le haut? Par la légitimation que procurent des débats directs avec les citoyens ou par l'efficacité des compromis feutrés au sein des « bureaux du pouvoir »?

Dans sa contribution à ce dossier de *La Revue nouvelle*, Pavia ne tranche pas: les deux objectifs de « légitimité » et d'« efficacité » sont poursuivis et revendiqués. Mais les listes bilingues sont présentées comme réalisant « bien entendu en principe encore mieux la dynamique fédérale escomptée » et des apparentements entre listes unilingues sont prévus: la « qualité » des compromis institutionnels efficaces en sort privilégiée.

POUR UN RÉEL ESPACE PUBLIC COMMUN

Vincent de Coorebyter reproche également à Pavia de se limiter à l'élection de 15 députés sur 150. Ce serait un nombre trop petit pour constituer un enjeu suffisamment intéressant pour les partis, ce à quoi Pavia répond que ce nombre

incite aux alliances, suffit à lancer la dynamique fédérale et préserve d'autant plus la proportionnalité (voir la contribution de Philippe Van Parijs et de Kris Deschouwer dans ce dossier). Le directeur du Crisp place peut-être la barre un peu haut en chargeant cette proposition d'intégrer toute la vertu dont elle se réclame. Mais ces différentes objections pointent bien le fait que cette proposition de Pavia reste à elle seule insuffisante pour développer une réelle culture politique fédérale.

Sur le plan politico-institutionnel, bien d'autres mécanismes devraient voir le jour pour consolider notre structure fédérale, notamment en termes de composition du Sénat mais aussi de concertation, via le fédéral, sur des projets communs.

Surtout, la proposition de Pavia ne peut constituer qu'une étape dans la construction d'un fédéralisme mature, basé à la fois sur la reconnaissance d'appartenances régionales distinctes et sur une volonté commune de construction d'un réel espace public partagé, nécessaire à la délibération et à la sanction démocratiques. Si jamais, elle devait être adoptée, par exemple en contrepartie d'une transformation de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde, cette nouvelle fonction d'une Belgique post-nationale, ne parviendra pas à elle seule à créer cet espace public commun venant s'adjoindre et s'articuler aux espaces publics communautaires et régionaux.

Pour qu'une telle scène publique existe, il faudrait qu'elle soit investie plus structurellement par la société civile et non

simplement lors d'élections. Se limiter à faciliter les compromis entre partis lors des élections confirmerait les craintes qu'exprime Vincent de Coorebyter. Pavia ne déboucherait que sur une bien illusoire amélioration de la capacité au compromis de notre tuyauterie institutionnelle, sans ancrage dans la société. Or l'ambition du groupe est plus large: il s'agit bien de créer une nouvelle dynamique fédérale. Et pour ce faire, il est indispensable de construire de nouveaux lieux de débats interrégionaux et intercommunautaires, non seulement dans les médias, mais également dans les partis, les organisations sociales... Le volontarisme de quelques-uns y contribue nécessairement, mais ne peut y suffire.

SONDAGITE AIGÜE

La construction d'un espace public est un processus long et exigeant qui ne peut se satisfaire de quelques opérations marketing de (re)découverte de l'autre Communauté. Significatifs à cet égard sont les accès de sondagite aigüe qui ont simultanément animé les quotidiens francophones belges lors de récentes semaines consacrées à la Flandre en collaboration ou non avec des journaux du Nord du pays. Comme l'explique David D'Hondt dans sa contribution, c'est à un travail permanent de couverture de l'actualité de l'autre Communauté sur le long terme que doit s'astreindre la presse pour réellement donner accès à ce qui s'y passe.

De plus, ces sondages et articles ponctuels semblent en permanence prendre les politiques flamands à revers: ils ne représenteraient pas leur population. Or la

question n'est pas là, à moins de dénier la légitimité des élections en Flandre. Si une majorité de Belges pense effectivement que la Belgique doit continuer à exister, elle ne met majoritairement pas la même chose derrière cette réalité au Nord et au Sud du pays. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en Flandre domine une exigence d'efficacité de la structure institutionnelle « Belgique », fortement délestée d'affects de type national. Indifférente au drapeau, à la Brabançonne et à la royauté, une majorité de Flamands exige par contre un fonctionnement institutionnel qui permette la mise en œuvre des projets de société, débattus démocratiquement. Et évidemment, les institutions flamandes sont plus performantes sur ce plan qu'un niveau fédéral tellement complexe... L'indifférence vis-à-vis du cadre belge en devient de plus en plus massive et son évidence ne pose dès lors pas de problème majeur dans une Flandre qui ressent l'autre Communauté comme un boulet (voir l'article consacré à la Flandre par Benoît Lechat dans ce numéro).

Multiplier les sondages sur ce que les Flamands pensent de nous ou de la fin de la Belgique n'a donc pas beaucoup de sens. Ponctuels, un sondage ou une enquête d'une semaine ne font en effet pas droit à la construction du conflit sur la longue durée. Comment prétendre déconstruire les regards caricaturaux réciproques sur la base d'une sorte d'amnésie? Surtout, il s'agit pour chaque Communauté de déconstruire son propre aveuglement, de décoder les raisons de sa propre mécompréhension de l'Autre. Non, la Flandre n'est pas majoritairement tra-

vaillée par le racisme du Vlaams Belang. Mais oui, la position des démocrates flamands est difficile: ils vomissent un parti qui a poussé jusqu'au bout des logiques sur lesquelles ils se sont appuyés. Non, la Wallonie et Bruxelles ne se réduisent pas au clientélisme. Mais oui, c'est bien un problème structurel que nous avons à prendre en charge. Oui, la Belgique francophone reste encore perçue comme « coloniale » en Flandre. Mais elle le restera tant que nous n'admettrons pas que les langues minoritaires doivent pouvoir se protéger. Il suffit pour s'en convaincre de faire un tour au Québec...

QUEL CONTEXTE POLITIQUE ?

La proposition de Pavia est donc à la fois modeste et terriblement ambitieuse, quand on déroule toute sa logique. Pour qu'elle ait une chance de passer politiquement parlant, il faut donc pouvoir la limiter sur le plan technique et réfléchir à d'autres moyens de prolonger la dynamique qu'elle cherche simplement à entamer. Les idées de Pavia ont jusqu'à présent fait l'objet d'une réception pas trop négative auprès de la classe politique. Les voix positives se sont surtout fait entendre du côté francophone, alors qu'initialement, c'est dans cette partie du pays que les réticences étaient les plus fortes. Du côté flamand, on est plus sceptique. Comme si la Flandre hésitait entre la poursuite de son mouvement d'émancipation du cadre belge et un réinvestissement dans ce cadre dont elle a peut-être continuellement besoin pour affirmer son identité.

Le fait nouveau, c'est que l'on n'y parle désormais plus seulement de vider progressivement le niveau fédéral de sa substance, mais à l'instar du Premier ministre Guy Verhofstadt, d'en renforcer également certains pouvoirs. Bien sûr, l'évolution des finances publiques fédérales motive cette préoccupation. Ces dernières années, la dette publique a fondu de manière appréciable. Mais l'effort semble avoir surtout été porté par le niveau fédéral où la confection du budget 2008 s'annonce une tâche particulièrement ardue, notamment en raison de l'anticipation des importantes dépenses que va bientôt occasionner l'arrivée à la pension des générations nées après la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, malgré des décennies de renforcement de l'autonomie flamande, occuper le 16 rue de la Loi reste l'objectif suprême de la plupart des politiques flamands. Dans les conditions actuelles de scrutin, on ne peut continuer de s'empêcher de penser que c'est d'abord pour mieux servir les intérêts de leur Région (et y augmenter leurs chances de réélection) que la fonction fait encore l'objet de toutes les convoitises.

Le même soupçon vaut d'ailleurs pour la Belgique francophone où au moins deux candidats Premier ministre se sont récemment déclarés. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit de se profiler comme le « premier » homme politique francophone, capable de faire barrage aux volontés prétendument sécessionnistes de la classe politique flamande. Il s'agit également de manifester une forme d'attachement francophone au cadre fédéral et au respect de la langue néerlandaise. Mais le principal

candidat affirmé à ce poste, le président du PS, Elio Di Rupo, est encore loin du compte. Interrogé le 17 mars par le quotidien *De Morgen*, il a déclaré qu'un Premier ministre peut se contenter de comprendre le néerlandais et d'être capable de s'y exprimer dans « les grandes lignes¹ ».

Une telle déclaration ne peut que laisser pantois. Les plus anciens se souviennent encore de l'image catastrophique qu'a pu donner le dernier Premier ministre francophone, Edmond Leburton, incapable de parler la langue de la majorité de la population de son pays... En Flandre, une telle déclaration ne peut que conforter l'idée que le but n'est pas de servir la population de l'ensemble du pays, mais de monnayer le droit de désigner le Premier ministre qui revient au parti qui compte le plus d'élus au Parlement fédéral contre des concessions en matière institutionnelle. Il ne s'agit pas d'être naïf. Les francophones n'ont jamais eu le monopole d'une telle utilisation « communautaire » du niveau fédéral... Mais une telle condescendance se situe à des années lumières du respect nécessaire à la construction d'un espace public qui pourrait être partagé par tous les Belges. Comment s'imaginer en effet un instant que la population flamande perçoive un Premier ministre qui ne serait pas capable de s'exprimer dans sa langue sans rester rivé à un discours écrit par des collaborateurs? Cela n'entreprendrait-il pas le cycle de l'humiliation et de la condescendance blessée, cette longue histoire de malentendus, de complexes et d'outrages plus ou moins grands, que l'on trouve à la base des tensions communautaires bel-

ges? La maîtrise de la langue de l'autre communauté est une des conditions *sine qua non* de la fonction de ministre fédéral. Cela vaudrait aussi nécessairement pour tous les candidats se présentant dans la circonscription unique que nous propose le groupe Pavia.

UNE (NOUVELLE) DYNAMIQUE?

Pour bouger, le monde politique a nécessairement besoin d'être aiguillonné par la société. C'est le but des universitaires de Pavia. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. De Bruxelles et de Wallonie, des réflexions sont récemment venues rompre avec la logique défensive dans laquelle se coincent les politiques francophones et une grande partie de notre société. Trois groupes bruxellois, Aula Magna, Brussels.org et Manifesto — flamands et francophones confondus — ont récemment uni leurs efforts pour réclamer *a minima* que Bruxelles devienne une Région pleine et entière, au même titre que les deux autres. Leur crainte est de voir les compromis à venir dans les futures négociations institutionnelles ignorer les besoins particuliers de la Région pour relever les défis qui lui sont propres, dont notamment le manque de formation et le chômage des jeunes.

Nombre de participants à ces réflexions plaident même pour que les Bruxellois deviennent maîtres de leurs politiques culturelles et d'enseignement, pour la plupart divisées de manière absurde entre « francophones » et « néerlandophones ». Ils recourent là les revendications régionalistes wallonnes, plus anciennes, récemment relancées par deux responsables de l'Institut Destrée. La proposition de

¹ « Je ne parle pas bien le français. Je suis d'origine italienne et mon français est certainement perfectible. Je fais aussi de mon mieux en néerlandais. Un Premier ministre doit au moins comprendre le néerlandais et rendre compréhensibles les grandes lignes. Mais les détails et les nuances, il vaut mieux qu'il les confie à ses collaborateurs. En tant que ministre-président wallon, je ne maîtrise pas non plus en français tous les détails de tous les dossiers. Un Premier ministre ne travaille pas différemment. Pensez-vous, par exemple, que le président de la Commission européenne parle les 27 langues de l'Union européenne? »

Philippe Destatte et Jacques Brassinne est de stabiliser le fédéralisme belge autour de quatre Régions, flamande, wallonne, bruxelloise et germanophone, dans leurs limites territoriales actuelles. On aura évidemment noté que cette ébauche d'une structure « efficace et équilibrée » passe par pertes et profits la Communauté française. C'est que, du côté wallon, tout le débat autour des articulations entre les politiques communautaires et régionales n'a jamais reçu de réponse satisfaisante. Ces articulations restent en effet actuellement toujours trop fragiles pour pouvoir contribuer significativement à l'indispensable redressement de la Wallonie. Il ne suffit évidemment pas d'éliminer la Communauté française pour instruire une telle problématique. Toujours est-il qu'on a là, avec les propositions de Philippe Destatte et de Jacques Brassine, une base de discussion autrement plus sérieuse que les élucubrations dangereuses de Jean-Claude Van Cauwenberghe sur le « couloir de Rhodes-Saint-Genèse ».

Face à ces réflexions, on ne peut que constater les différences de réactions des mondes politiques wallon et bruxellois. Si les responsables politiques bruxellois sont venus prendre la parole au colloque Aula Magna, quitte à refroidir les ardeurs des participants, du côté wallon, l'initiative de l'Institut Destrée n'a pas pu forcer une discussion Parlementaire refusée par le ministre-président actuel et instrumentalisée par son prédécesseur. Pour mieux prouver que sans la volonté d'alimenter l'espace public en débats sur les conflits qui la traversent, la Belgique sera encore longue à décomplexer... ■